

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

MAPA 20250062 Travaux de voiries et réseaux divers (VRD) à réaliser sur le parc immobilier des membres des Hôpitaux du Hainaut-Cambrésis

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Réalisation de prestations similaires	5
1.5 – Connaissance du site	5
2 - Pièces contractuelles	5
2.1 – Pour les lots 1 et 2 : accords-cadres à bons de commande	5
2.2 – Pour le lot 3 : accords-cadres à marchés subséquents	6
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
4 - Durée et délais d'exécution	6
4.1 - Durée du contrat	6
4.2 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents	7
5 - Modalités d'attribution de l'accord-cadre à bons de commande (LOTS 1 et 2)	7
5.1 – Etablissement du devis	7
5.2 – En cas d'urgence	7
5.3 – Délai d'exécution	8
6 – Modalités d'attribution de l'accord-cadre à marchés subséquents (LOT 3)	8
7 – Modalités d'exécution communes à tous les lots	9
7.1 – Préparation, coordination et exécution des travaux	9
A – Période de préparation et programme d'exécution des travaux	9
B – Plans d'exécution – notes de calculs – études de détail	10
C – Coordination des travaux	10
D – Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants	10
E – Exécution des travaux	10
7.2 – Organisation des différents sites	11
7.3 - Entretien préventif	11
7.4 – Dispositions diverses	11
7.5 – Documentation, Normes, Communications	11
7.6 – Contrôleur technique	12
7.7 – Hygiène et sécurité	12
a. Libre accès du coordonnateur SPS	13
b. Obligations de l'Entrepreneur	13
7.8 – Assurances	14
7.9 – Pièces administratives à fournir pendant l'exécution du marché	15
7.10 – Etat des lieux	15
7.11 – Déchets de chantier	15
7.12 – Provenance des matériaux et produits	15
7.13 – Caractéristiques – qualités – vérifications – essais et épreuves des matériaux et produits	15
8 – Contenu des bons de commande et des devis	15
8.1 – Contenu du bon de commande	15
8.2 – Contenu du devis	16
9 - Prix	16
9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	16
9.2 - Modalités de variation des prix	17
9.3 - Répartition des dépenses communes	18

9.4 - Offre de prix promotionnels	18
10 - Garanties Financières	18
11 - Avance.....	18
11.1 - Conditions de versement et de remboursement	18
11.2 - Garanties financières de l'avance	19
12 - Modalités de règlement des comptes	19
12.1 - Décomptes et acomptes mensuels.....	19
12.2 - Présentation des demandes de paiement.....	19
12.3 - Délai global de paiement	19
12.4 - Paiement des cotraitants.....	20
12.5 - Paiement des sous-traitants	20
13 - Développement durable	20
14 - Réception.....	20
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	20
16 - Pénalités.....	20
17 - Assurances	22
18 - Résiliation du contrat.....	22
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	22
18.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents	22
18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	22
18.4 – Frais et risques/défaillance du titulaire	23
19 - Clause de réexamen.....	23
20 – Respect des droits de l’homme.....	25
21 – Clause de non-exclusivité.....	25
22 - Règlement des litiges et langues	26
23 - Dérogations.....	26

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les travaux de gros œuvre à réaliser sur le parc immobilier des membres des Hôpitaux Hainaut-Cambrésis.

L'accord-cadre a pour objet :

- Soit l'exécution de travaux d'entretien ou de réparation sur des bâtiments.
- Soit la réalisation, par quelque moyen que ce soit, d'un ouvrage répondant aux exigences fixées par l'acheteur qui exerce une influence déterminante sur sa nature ou sa conception.

Les membres partis au marché sont :

- Centre Hospitalier de Valenciennes
- Centre Hospitalier de Denain
- Centre Hospitalier de Saint-Amand-Les-Eaux
- Centre Hospitalier de Maubeuge
- Centre Hospitalier de Hautmont
- Centre Hospitalier de Jeumont
- Centre Hospitalier d'Avesnes-Sur-Helpe
- Centre Hospitalier de Fourmies
- Centre Hospitalier de Le Quesnoy
- Centre Hospitalier de Felleries-Liessies

Le Centre Hospitalier de Valenciennes, en tant qu'établissement support du GHT-HC, agit en tant que pouvoir adjudicateur.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Travaux de VRD en accord-cadre à bons de commande ZONE 1
02	Travaux de VRD en accord-cadre à bons de commande ZONE 2
03	Travaux de VRD en accord-cadre à marchés subséquents, toutes zones

Pour les lots passés en accord-cadre à bons de commande : deux titulaires seront retenus pour exécuter les travaux (dont maintenance/entretien) de VRD estimés à moins de 50 000€ HT. Ces lots seront exécutés au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le Centre Hospitalier concerné.

Pour les lots passés en accord-cadre à marchés subséquents : au maximum 5 candidats seront retenus pour exécuter, après remise en concurrence à la survenance du besoin, les travaux de VRD estimés à plus de 50 000€ HT. A l'issue du classement des offres, le pouvoir adjudicateur retiendra les cinq premiers candidats de l'accord-cadre

1.3 - Type d'accord-cadre

Le présent contrat est un accord-cadre passé en application du Code de la commande publique.

Chaque lot constitue un accord-cadre distinct, dont les modalités d'exécution sont définies ci-après. En fonction de la forme retenue, l'accord-cadre donne lieu soit à l'émission de bons de commande, soit à la conclusion de marchés subséquents.

Lot(s)	Désignation	Forme	Attributaire	Nb Titulaires
01	Travaux de VRD en accord-cadre à bons de commande ZONE 1	Bons de commande	Multi	2
02	Travaux de VRD en accord-cadre à bons de commande ZONE 2	Bons de commande	Multi	2
03	Travaux de VRD en accord-cadre à marchés subséquents, toutes zones	Marchés subséquents	Multi	5

Pour le(s) lot(s) faisant l'objet d'un accord-cadre à marchés subséquents, les marchés subséquents seront des marchés ordinaires.

Les montants maximums par lots sont les suivants :

Lot	Montants maximum HT par période (24mois)
01	1 000 000
02	450 000
03	1 300 000

1.4 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.5 – Connaissance du site

Le titulaire reconnaît que les pièces constitutives du marché public qui lui ont été remises lors de la notification du marché public sont suffisantes pour lui permettre de remplir ses obligations contractuelles en assurant, conformément aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur à la date de notification du marché public, le complet achèvement de tous les travaux dont il peut avoir la charge suivant les règles de l'art et la parfaite utilisation des ouvrages réceptionnés.

Le titulaire reconnaît, au travers des documents remis, avoir une connaissance suffisante des lieux ainsi que de toutes les contraintes ou sujétions y afférents et avoir eu la possibilité de demander tous documents, de quelque nature que ce soit, nécessaires à la réalisation parfaite des travaux. Il ne peut arguer en aucune façon de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurement à la notification du marché public pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité dans la réalisation des travaux.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre, à ses frais, tous moyens (mesures, analyses, investigations, contrôles...) permettant d'éviter ou de limiter les troubles de voisinage dans un chantier (vibrations, poussière, bruit...). Il est responsable de toute dégradation et/ou désordre susceptible d'affecter les ouvrages voisins et s'engage à relever et garantir le maître d'ouvrage de tout recours qui lui serait fait à ce titre.

2 - Pièces contractuelles

2.1 – Pour les lots 1 et 2 : accords-cadres à bons de commande

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché public sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les bons de commandes issus de l'accord-cadre ;
- Le mémoire dirigé ou le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du marché public ;
- Les fiches techniques correspondant au matériel proposé par le titulaire.

2.2 – Pour le lot 3 : accords-cadres à marchés subséquents

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché public sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) du marché subséquent ;
- La lettre de consultation du marché subséquent et ses annexes ;
- L'offre de prix du marché subséquent ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire dirigé ou justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du marché public ;
- Les fiches techniques correspondant au matériel proposé par le titulaire ;

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 24 mois à compter de la date de notification du contrat.

Chaque accord-cadre pourra être reconduit d'une période de 24 mois.

L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Pour le(s) lot(s) faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande, les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

4.2 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution.

5 - Modalités d'attribution de l'accord-cadre à bons de commande (LOTS 1 et 2)

A la survenance d'un besoin, le titulaire issu 1er du classement d'analyse pourra être sollicité pour une demande de devis. Si ce titulaire indique ne pas être en mesure de répondre dans les délais de remise du devis exigés, indique ne pas pouvoir assurer la prestation ou si au bout de 5 jours calendaires, le devis n'a pas été transmis ou a été transmis mais ne correspond pas à la demande (notamment en terme de délai ou de prestations), le représentant du Centre Hospitalier s'adressera au titulaire dont l'offre a été classée deuxième. Celui-ci disposera des mêmes délais pour transmettre son devis.

Les commandes feront l'objet d'un bon de commande émis par l'un des représentants du Centre Hospitalier, membre du GHT du Hainaut Cambrésis. Il en sera de même pour toute modification apportée ultérieurement à la nature ou à l'importance de la commande.

Par dérogation aux articles 2 et 3.7.1 du CCAG Travaux, les établissements bénéficiaires du marché ont la qualité d'acheteur pour l'exécution des prestations : ils notifient les bons de commande auprès des titulaires et paient les prestations auprès du titulaire.

L'entrepreneur ne peut prétendre au règlement des prestations exécutées que dans la mesure où elles ont fait l'objet d'un bon de commande écrit, intervenu, avant l'exécution. De plus, l'entrepreneur ne doit accepter aucune instruction de la part des agents hospitaliers autres que l'un des représentants qualifiés.

Les travaux urgents (nécessité de services ou continuité de services ou qui remettent en cause la sécurité du bâtiment ou des personnes) pourront être exécutés sur ordre du maître d'ouvrage sans bon de commande au préalable et ils feront l'objet d'un bon de commande de régularisation précédés d'une demande de devis.

5.1 – Etablissement du devis

Pour toute demande de devis (état détaillé des travaux à effectuer) de la part des représentants légaux du GHT du Hainaut Cambrésis, le titulaire pourra être convoqué à un rendez-vous fixé au moins 2 jours ouvrables à l'avance pour effectuer la reconnaissance des travaux à réaliser et signaler par écrit au Maître d'Œuvre ceux qu'il estime impropres à l'exécution d'un travail conforme aux règles de l'art. Faute de cette reconnaissance, il sera réputé avoir accepté lesdits travaux et faire siens les problèmes rencontrés ultérieurement.

Durant ce rendez-vous, le chargé d'opérations transmet sa demande de travaux au titulaire. Le titulaire s'engage à respecter le délai de remise de devis sous 5 jours ouvrables maximum.

Si le délai courant est inadéquat face à l'importance du chiffrage demandé, celui-ci sera réadapté après justification du délai proposé par le titulaire.

En tout état de cause, celui-ci ne pourra pas s'opposer à des impératifs de fonctionnement ou de sécurité propre aux spécificités aux sites du GHT du Hainaut Cambrésis.

Si le Maître d'Œuvre émet des observations sur les devis, le titulaire disposera de 2 jours ouvrables maximum pour le modifier.

Pour effectuer le devis, le titulaire fera référence aux numéros des lignes, aux désignations et aux prix figurant au bordereau et surtout devra prendre en compte dans le bordereau les intitulés pouvant figurer dans un cadre correspondant aux observations et/ou aux consignes au début de chaque item.

5.2 – En cas d'urgence

En cas d'urgence (danger des personnes ou des biens mobiliers et immobiliers) pendant les heures ouvrables ou en dehors des heures ouvrables, les représentants légaux du GHT Hainaut Cambrésis pourront par un simple appel

téléphonique et/ou adresser aux titulaires une commande sans référence au bordereau pour exécuter dans le délai fixé par l'appel téléphonique et/ou par le bon de commande les travaux d'extrême urgence au sens strict de ce terme, en particulier lorsqu'est en cause la sécurité des personnes ou des biens.

Dans le cas d'une commande sans référence au bordereau, celle-ci mentionnera obligatoirement les motifs de l'urgence et sera établie provisoirement au montant de 500 € TTC. Elle sera directement exécutoire sans autres formalités.

Dans tous les cas, un bon de commande définitif sera ensuite établi sur la base des travaux réellement exécutés.

5.3 – Délai d'exécution

Le délai d'exécution prend effet à la date de réception du bon de commande sauf stipulation contraire.

En cas d'accord sur le devis, les représentants légaux du GHT du Hainaut Cambrésis transmettront au titulaire du marché le ou les bon(s) de commande(s) et le planning de l'opération.

Si besoin, les entreprises concernées seront convoquées sous 48 heures ouvrées.

Après remise du bon de commande et éventuellement du planning, le titulaire du marché doit répondre sous 48 heures ouvrées par une confirmation de délai. Passé ce délai, la programmation de travaux indiquée sur le bon de commande sera considérée comme acceptée en l'état.

L'attention des entrepreneurs est attirée sur l'obligation absolue de tenir à la disposition du pouvoir adjudicateur, pendant toute l'année, un effectif d'ouvriers suffisant pour assurer dans les délais impartis tous les travaux demandés sur les différents chantiers de l'établissement. Afin de permettre d'assurer la continuité dans les mois de juillet et août, un effectif d'ouvriers au moins égal à celui utilisé en moyenne pendant les autres mois de l'année sur les différents chantiers des établissements sera maintenu.

Le titulaire a obligation d'avertir par courrier de l'état de ses effectifs, ceci, sur simple demande écrite du représentant qualifié de l'établissement.

6 – Modalités d'attribution de l'accord-cadre à marchés subséquents (LOT 3)

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence des titulaires du (des) lot(s) correspondant à l'objet du marché subséquent. Cette remise en concurrence intervient lors de la survenance du besoin.

Les dits titulaires doivent déposer une offre à chaque remise en concurrence préalable dans les conditions suivantes : Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents seront attribués par le pouvoir adjudicateur à l'issue d'une remise en concurrence des titulaires de l'accord cadre. Cette remise en concurrence intervient lors de la survenance du besoin.

Le pouvoir adjudicateur procédera à cette remise en concurrence par demande écrite (une lettre de consultation) adressée par voie dématérialisée via son profil acheteur.

La lettre de consultation précisera obligatoirement les éléments suivants :

- Les références de l'accord-cadre ;
- La période d'exécution du marché subséquent ;
- La date et l'heure limites de réception des offres ;
- La liste des documents à fournir à l'appui de l'offre (devis...) ;
- La date prévisible de la visite.

Elle pourra être accompagnée des documents de la consultation. Les conditions d'exécution seront éventuellement détaillées dans un CCP propre au marché subséquent.

Les titulaires devront adresser leur offre, selon le formalisme indiqué dans la lettre de consultation, par voie dématérialisée via le profil acheteur.

Les offres seront déposées dans le délai fixé par la lettre de consultation. Leur contenu restera confidentiel jusqu'à l'expiration du délai prévu pour le dépôt des offres.

Les offres ainsi déposées par les titulaires de l'accord-cadre ne pourront donner lieu à négociation.

La lettre de consultation devra être remise signée accompagnée d'un devis détaillé faisant soit référence au BPU remis initialement, soit proposer un devis spécifique détaillée.

Le cas échéant, les titulaires de l'accord-cadre devront justifier par écrit, dans le même délai, de leur impossibilité de répondre, sous peine de se voir appliquer des pénalités.

Les marchés subséquents seront attribués aux candidats qui auront présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base de ces critères:

Critères des marchés subséquents	Pondération
Prix	Entre 40 et 60%
Mode opératoire contenant : <ul style="list-style-type: none">- la méthodologie d'intervention du chantier,- la pertinence et l'optimisation du délai,- les moyens humains dédiés au chantier	Entre 60 et 40% 40% du critère total 35% du critère total 25% du critère total

Le critère n°1 sera noté selon les modalités suivantes :

Chaque candidat sera noté entre 40 et 60%

Les offres de chaque candidat se verront attribuer une note calculée selon la formule suivante :

Note entre 40 et 60 % = ((prix le plus bas (hors offre jugée anormalement basse) /prix de l'offre examinée) * pourcentage du critère)

Le critère n°2 sera noté selon les modalités suivantes :

Note entre 60 et 40% = Optimisation et pertinence du délai de réalisation en cohérence avec le projet. Il devra tenir compte également de la nature des travaux à réaliser et tenir compte des conditions d'intervention (milieu occupé, multi-entreprise...) ;

Les points seront répartis en 4 niveaux (pour des appréciations allant de non fourni ou hors sujet jusqu'à très satisfaisant/optimisé)

Pour effectuer le devis, les titulaires de l'accord-cadre doivent présenter, pour chaque marché subséquent, un Bordereau de Prix Unitaires (offre de prix) qui respecte les prix plafonds fixés à l'accord-cadre.

Toute offre de prix dépassant les prix plafonds de l'accord-cadre, sera déclarée irrégulière.

Le candidat devra :

- Se référer aux numéros des lignes, aux désignations et aux prix figurant au bordereau et surtout devra prendre en compte dans le bordereau les intitulés pouvant figurer dans un cadre correspondant aux observations et/ou aux consignes au début de chaque item
- En cas de prix hors bordereau, l'entreprise fera appel aux hors bordereau et devra fournir son prix d'achat de fourniture toute remise déduite (y compris remise annuelle) et appliquera le coefficient majorateur (qu'elle aura renseigné sur le BPU) sur prix hors taxes de fourniture. Ce coefficient rémunère les frais généraux, taxes et impôts et assure au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

7 – Modalités d'exécution communes à tous les lots

7.1 – Préparation, coordination et exécution des travaux

A – Période de préparation et programme d'exécution des travaux

Le bon de commande ou l'ordre de service fixe s'il y a lieu une période de préparation et sa durée ; elle est comprise dans le délai d'exécution des travaux.

L'entrepreneur procède, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après s'il y a lieu :

- à l'établissement et présentation de plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG Travaux et à l'article B. ci-après
- l'établissement du plan de sécurité et d'hygiène prescrit par l'article 28.3 du CCAG Travaux

B – Plans d'exécution – notes de calculs – études de détail

L'ensemble des documents nécessaires à l'établissement par le titulaire de ses documents d'exécution sont remis par le CHV lors de la consultation. **Au cas où l'Entrepreneur juge que des documents complémentaires lui seront nécessaires, il doit le signaler dans son devis.**

En conséquence, l'Entrepreneur devra établir l'ensemble des documents d'exécution (notes de calcul, PEO, PAC, fiches techniques, etc.) nécessaires à l'exécution des travaux.

Ces documents devront être diffusés pour VISA auprès des différents intervenants suivant une procédure définie lors de la période de préparation.

Ces derniers doivent les retourner à l'entrepreneur avec leurs observations éventuelles au plus tard dix jours ouvrés après leur réception. Au-delà de ce délai, l'approbation est considérée comme acquise.

Dans le cas de document retourné avec observations ou avec Avis Défavorable, l'Entrepreneur doit diffuser un nouvel indice "pour visa" pour obtention de l'approbation ou de l'avis Favorable, sans que cela puisse lui permettre de prétendre à aucune prolongation de délais.

Tout document pour lequel le visa est suspendu à l'obtention d'un autre document sera considéré comme Refusé.

L'Entreprise s'interdit d'utiliser sur le site tout document non approuvé. Dans le cas contraire, la Maîtrise d'ouvrage pourra purement et simplement refuser l'ouvrage correspondant ou exiger sa démolition, sans que cette décision porte prolongation des délais contractuels ou versement d'indemnités. L'Entreprise ne pourra se prévaloir d'aucun retard dans le visa pour se soustraire à cette obligation.

Les documents d'exécution doivent être diffusés suivant un ordonnancement logique et à un rythme permettant aux différents intervenants de viser des ensembles homogènes de documents en ayant toutes les informations nécessaires (les notes de calcul précédant les plans d'exécution, etc.). Le calendrier détaillé des études d'exécution sera établi sur ces bases, et ménagera chaque fois que possible des marges libres entre les études et les délais de travaux (tâches de commande et d'approvisionnement).

C – Coordination des travaux

La coordination des travaux est assurée par les sites du GHT du Hainaut Cambrésis représenté par le Chargé d'Opérations ou tout autre organisme qualifié précisé sur le référent MOA de l'affaire.

D – Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à déclarer l'ensemble de ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect de la réglementation.

E – Exécution des travaux

Avant toute intervention sur l'un des sites GHT du Hainaut Cambrésis, l'entrepreneur se présentera aux chargés de travaux du site concerné.

L'entrepreneur est tenu d'effectuer tous les services ayant trait au chantier par l'extérieur, sans autre indemnité que la location des échafaudages indispensables.

L'accès aux chantiers par les escaliers, ascenseurs et monte-charge ne peut se faire qu'avec l'accord de la Direction de l'établissement concerné.

Les échafaudages doivent être installés avec les garanties nécessaires pour accéder facilement à toutes les parties des bâtiments.

Ces échafaudages doivent être construits de façon à préserver de tout accident et ce, conformément au Décret n° 65.48 du 08/01/1965.

Pour des travaux devant être exécutés dans les locaux occupés par du personnel ou des malades, l'entrepreneur est tenu de gêner au minimum le fonctionnement du service hospitalier et de veiller au bon ordre et à la propreté journalière du chantier. A cet effet, les protections de chantier (films plastiques, cloisons provisoires, ...) qu'il mettra en œuvre sont dues. Il doit se conformer strictement aux directives de l'Administration.

De ce fait, l'entrepreneur est tenu d'installer les chantiers, de transmettre les ordres qu'il a reçus aux ouvriers et de leur donner toute indication utile à ce sujet. Il doit diriger lui-même ses chantiers, son personnel et suivre l'exécution de tous ses travaux de quelque importance qu'ils soient.

L'entrepreneur accompagne le représentant de l'Administration pour les réunions ou la visite de chantiers, chaque fois qu'il en est requis.

En cas d'impossibilité dûment constatée, l'entrepreneur peut, sans qu'il résulte pour cela une atténuation quelconque de sa responsabilité, faire agréer par l'Administration une personne compétente autorisée à le remplacer et le suppléer dans la réception des ordres, la conduite des travaux, les prises d'attachements et de mesurage, le tout dans les formes qui seront prescrites par l'Administration.

L'Administration peut révoquer cette autorisation si elle le juge utile, l'entrepreneur ne pouvant s'y opposer.

Il est formellement interdit à l'entrepreneur de se servir de matériels, échelles, échafaudages, outils, aspirateur à filtre absolu, etc..., appartenant à l'Administration.

Les fluides (eau et électricité) sont mis gracieusement à la disposition des titulaires dans le cadre de chantiers à proximité d'un point d'eau ou d'électricité. Cependant, il est à noter qu'il peut arriver que le fournisseur ait besoin d'une réserve d'eau ou d'un petit groupe électrogène pour effectuer des travaux. Les prix unitaires incluant la mise en œuvre, il est spécifié que les frais d'eau, d'électricité, et les autres besoins d'énergie sont réputés inclus dans ces prix.

Réunions de chantier :

Lorsque l'importance d'une opération de travaux le nécessitera, une réunion de chantier hebdomadaire aura lieu sur le site du GHT du Hainaut Cambrésis. La présence de chaque entreprise sera obligatoire et la date de réunion sera fixée dans le cadre de la préparation de chantier.

D'autres réunions plus générales pourront être organisées et dont le but sera d'établir un état détaillé de l'avancement des chantiers terminés, en cours ou à lancer rapidement.

7.2 – Organisation des différents sites

Concernant le CH de Valenciennes, celui-ci est organisé en pôles numérotés de 1 à 15.

Chaque pôle a son autonomie de gestion et peut potentiellement passer directement commande aux titulaires.

La direction de la Logistique représente le pôle n°14 qui aura la particularité de pouvoir suivre également des commandes d'autres pôles.

Concernant les autres sites GHT du Hainaut Cambrésis, ils ont leurs autonomies de gestions et peuvent potentiellement passer directement commande aux titulaires.

Une liste reprenant les représentants qualifiés pour chaque site sera communiquée aux titulaires. Cette liste est sujette à modifications, les mises à jour éventuelles se feront par courrier recommandé avec accusé de réception.

Pour le Centre Hospitalier de Denain, la commande sera émise du service achat/éco sur demande du service technique.

7.3 - Entretien préventif

Sans objet.

7.4 – Dispositions diverses

Les contraintes particulières aux travaux exécutés dans des bâtiments hospitaliers tenant en particulier à la nécessaire continuité de fonctionnement du service public, sont censées être connues du titulaire.

A ce titre, il s'engage à réaliser les travaux qui lui sont confiés quel que soit la période de l'année, et plus particulièrement en période estivale (juillet et août) et en période de fin année (Noël et Nouvel an).

S'il y a lieu, le contrôle technique rendu obligatoire par la Loi du 04/01/1978 est à l'initiative et à la charge du Maître d'Ouvrage, ainsi que les prestations d'Hygiène et de Sécurité.

7.5 – Documentation, Normes, Communications

Le titulaire du présent marché s'engage à remettre avant exécution, tous les documents réclamés dans le bon de commande et ses Ordres de services éventuels ou dans le cadre de la préparation de chantier. Ces documents peuvent être notamment (en 1 exemplaire papier et sur demande une forme dématérialisée) :

- plans d'exécution
- fiches techniques
- procès-verbaux
- plans de prévention
- autres documents mentionnés dans les généralités et bordereaux de prix.

En cours d'exécution, d'autres documents pourront être réclamés (rapports d'essai, certificats de conformité, ...)

Le titulaire remettra dans le cadre de la réception, sans qu'il lui soit expressément spécifié, l'ensemble des éléments énumérés à l'article 40 du CCAG Travaux, notamment ses dossiers d'ouvrages exécutés (DOE). Ces DOE comprendront également les notices d'utilisation, d'entretien et de maintenance de ses ouvrages. Ils seront obligatoirement transmis sous forme dématérialisée plus 1 exemplaire papier.

Toutefois et en dérogation au CCAG Travaux, ces documents seront adaptés à la nature et à l'importance des travaux à réaliser et seront précisés sur le bon de commande ou l'ordre de service.

A titre d'exemple, le changement d'un sol dans une pièce ne nécessitera pas de fournir le plan à jour de l'ensemble du bâtiment concerné par le local, seule une fiche technique + PV sera réclamée.

A titre de 2° exemple des travaux électriques nécessiteront au minimum :

- une mise à jour du plan de tableau électrique et bien souvent du plan électrique de la zone concernée.
- Une mise à jour des plans électriques, des schémas, des synoptiques, des plans de distributions dans le logiciel AUTOFIL (une charte graphique sera fournie)

Tous ces documents seront rédigés en langue française.

Les prestations sont définies par référence aux normes françaises homologuées ou à d'autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se déroulent en français ; il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

7.6 – Contrôleur technique

Les mesures particulières concernant la mise en place d'une prestation de contrôle technique dans le cadre de la réalisation de travaux seront précisées à l'occasion du lancement de l'affaire.

7.7 – Hygiène et sécurité

7.7.1 Sécurité et protection de la santé

A – PRINCIPES GENERAUX

L'Entrepreneur devra satisfaire en tous points aux obligations qui découlent :

- De la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993, et du décret du 26 décembre 1994, concernant les règles de coordination dans les chantiers
- Du décret du 26 février 1992 sur les articles L4511-1 et suivants, ainsi que les articles R4511-1 et suivants du Code du travail, concernant l'ensemble des règles de coopération entre collectivité utilisatrice et entreprise intervenante extérieure
- De la loi du 31 décembre 1991 et du décret du 5 novembre 2001 concernant l'évaluation des risques professionnels et le plan d'action
- L'ensemble des lois, décrets et arrêtés d'application en vigueur à la date de démarrage des travaux, objets du présent marché

De ces lois et décrets, le titulaire doit remettre au chargé d'opération du CHV son plan de prévention parfaitement renseigné et signé avant tout démarrage de travaux (un modèle de document sera remis au titulaire) et/ou son PPSPS.

Ces documents seront remis au plus tard 1 semaine avant le démarrage prévu des travaux. Il doit pour cela participer à toutes les inspections communes préalables.

L'entrepreneur s'engage à respecter toutes les dispositions qui y seront prévues et à mettre en œuvre tous les dispositifs de sécurité qui y seront définis.

En particulier il veillera, lorsque nécessaire, à la bonne application du permis feu délivré par le service sécurité incendie du CHV et à la mise en place de ses propres extincteurs.

En particulier également, il veillera au respect de la réglementation sur l'amiante et de l'obligation d'être informé sur l'état en la matière pour chaque zone de travail.

B – AUTORITE DU COORDONNATEUR SPS

Chaque fois qu'un chantier présentera une Co-activité avec plusieurs entreprises et dans le cas de travaux de restructuration lourde, un coordonnateur SPS sera désigné.

Le coordonnateur SPS doit informer le Maître de l'Ouvrage sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les Entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le Maître de l'Ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

C – Moyens donnés au coordonnateur SPS

a. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

b. Obligations de l'Entrepreneur

- L'Entrepreneur communique directement au coordonnateur SPS :
 - Le Plan de prévention
 - Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé,
 - La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,
 - Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier,
 - Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, il tient à sa disposition leurs contrats,
 - Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé, demandés par le coordonnateur SPS,
 - La copie des déclarations d'accidents de travail,
- L'Entrepreneur informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs Entreprises, et lui indique leur objet,
- L'Entrepreneur donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS,
- Tout différend entre l'Entrepreneur et le coordonnateur SPS est soumis au Maître de l'Ouvrage,
- A la demande du coordonnateur SPS, l'Entrepreneur vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

7.7.2 – Dispositions relatives à l’amiante

Les entreprises sont réputées avoir pris connaissance du Dossier Technique Amiante mis à leur disposition avant tout démarrage de travaux. Une attestation devra être émise par le titulaire.

7.7.3 – Modalités d’accès / Stationnement spécifique au Centre Hospitalier de Valenciennes

L’accès au CHV se fait par l’entrée fournisseur située rue des Ecoles. Aucune voiture particulière n’est admise à entrer autre que celles du personnel du CHV. Le stationnement du personnel de l’entreprise titulaire pourra s’effectuer à proximité du portail fournisseur, au sein du site CHV.

Les camionnettes et camions destinés aux approvisionnements pourront entrer pour décharger aux lieux indiqués au plan de prévention. Une fois le déchargement ou le chargement terminé, le véhicule devra quitter l’établissement.

7.7.4 – Base vie

Le Maître d’Ouvrage met à disposition des Titulaires des marchés à bons de commande, une zone comprenant un local pouvant accueillir des casiers vestiaires, un réfectoire, des sanitaires et un local de stockage temporaire. Cette zone sera commune à tous les intervenants.

Les Titulaires maintiennent en parfait état de propreté l’ensemble de ces locaux, ils sont également responsables de toutes dégradations et sont tenus de procéder à leurs frais aux réparations complètes.

L’établissement où se déroulent les travaux se réserve le droit d’intervenir à tout moment pour pallier à tout défaut d’entretien constaté. Les frais ainsi engendrés seront à la charge du ou des défaillants lorsqu’ils seront connus ou, dans la négative, à la charge de l’ensemble des titulaires au prorata du montant des travaux exécutés par chacun au moment du constat.

Les fluides (eau et électricité) sont mis gracieusement à la disposition des titulaires dans le cadre de chantiers à proximité d’un point d’eau ou d’électricité. Cependant, il est à noter qu’il peut arriver que le fournisseur ait besoin d’une réserve d’eau ou d’un petit groupe électrogène pour effectuer des travaux. Les prix unitaires incluant la mise en œuvre, il est spécifié que les frais d’eau, d’électricité, et les autres besoins d’énergie sont réputés inclus dans ces prix.

Les Titulaires doivent se conformer au règlement intérieur des sites du GHT du Hainaut Cambrésis et respecter et faire respecter l’interdiction de fumer dans les locaux (décret 2006-1386 du 15 novembre 2006).

Les déchets produits par l’utilisation de cette base vie (notamment DOM) seront évacués chaque jour par les utilisateurs.

7.7.5 – Modalités d’accès aux lieux de travail

En plus du plan de prévention, le titulaire transmettra au représentant qualifié de l’établissement la fiche de déclaration travaux hygiène (suivant modèle qui sera remis au titulaire) dûment remplie. L’ULIN (Unité de Lutte contre les Infections Nosocomiales) renverra le document avec ses préconisations qu’il y aura lieu de respecter impérativement. Cette disposition vaut pour tous les travaux intérieurs et extérieurs (risque aspergillaire par la poussière notamment).

Le personnel d’intervention du titulaire sera vêtu d’une tenue propre et adaptée à l’activité du lieu où il intervient. Dans certaines zones (blocs opératoires par exemple), une tenue complémentaire ou de substitution sera nécessaire et sera fournie au personnel du titulaire.

Avant de démarrer toute intervention, le personnel du titulaire veillera à se présenter au responsable du service dans lequel il doit intervenir.

Chaque entreprise devra posséder obligatoirement un aspirateur à filtre absolu.

7.8 – Assurances

Conformément aux dispositions de l’article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché public et avant tout commencement d’exécution, qu’il est titulaire des contrats d’assurances, au moyen d’une attestation établissant l’étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du code civil, garantissant les tiers en cas d’accidents ou de dommages causés par l’exécution des travaux ;

- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du code civil.

7.9 – Pièces administratives à fournir pendant l'exécution du marché

Le titulaire devra fournir les pièces suivantes tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, les mêmes pièces :

- s'acquiesce des formalités mentionnées aux articles L. 8221-31 et L. 8221-52 du code du travail relatif au travail dissimulé par dissimulation d'activité et dissimulation d'emploi salarié.
- est à jour de ses obligations de déclaration et de paiement auprès des organismes de recouvrement que sont les URSSAF, les caisses générales de sécurité sociale, les caisses d'allocations familiales, et les caisses de mutualité sociale agricole, dans les conditions de l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale

7.10 – Etat des lieux

A l'initiative du Maître d'Ouvrage, un état des lieux pourra être établi avant l'exécution de tous travaux par l'Entrepreneur. Cet état des lieux sera établi contradictoirement en présence du représentant de l'établissement et sera opposable à l'Entrepreneur, même en cas d'absence de celui-ci lors de son établissement. Il portera sur l'état des bâtiments et des voiries ainsi que sur l'état de la végétation devant être conservée et se trouvant à proximité de la zone d'exécution des travaux.

En l'absence d'état des lieux, l'entrepreneur se doit de signaler toute situation qui ne correspond pas à la configuration normale des locaux qui le concernent : locaux correspondant au chantier, locaux utilisés ou locaux empruntés pour l'approvisionnement.

7.11 – Déchets de chantier

Tout producteur de déchets est responsable de ses déchets.

La gestion par les établissements de leurs déchets hospitaliers répond à des règles strictes et les déchets de chantier, quels qu'ils soient, ne peuvent s'insérer dans cette gestion. A ce titre les titulaires ne pourront en aucun cas utiliser les différentes bennes et poubelles des établissements.

Aussi, tous les prix du bordereau des prix unitaires (BPU) devront inclure l'évacuation par le titulaire de tous les déchets produits par la tâche concernée jusqu'aux décharges publiques dans le strict respect des réglementations en vigueur.

7.12 – Provenance des matériaux et produits

Le bon de Commande fixe la provenance des matériaux, produits ou composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces particulières et générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

7.13 – Caractéristiques – qualités – vérifications – essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG et du CCAG Travaux concernant les caractéristiques et qualités des travaux, ainsi que les modalités de leur vérification essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

8 – Contenu des bons de commande et des devis

8.1 – Contenu du bon de commande

Le bon de commande précise :

a) en règle générale :

- la date d'émission
- le n° du bon de commande et rappel du numéro de marché
- le n° du pôle acheteur
- la définition de l'opération de travaux
- les sujétions particulières à l'exécution des travaux, le cas échéant

- la forfaitisation du prix suivant la décomposition des prix unitaires multipliés par les quantités prévues.
- la référence du devis estimatif s'il a été demandé.

Le bon de commande pourra être complété par des ordres de service émis ultérieurement qui préciseront par exemple des délais intermédiaires, les interlocuteurs du site du GHT du Hainaut Cambrésis, le lieu précis d'exécution des travaux, le délai imparti pour l'exécution des travaux ou le planning d'exécution, la date de démarrage

Un bon de commande sans indication de délai devra obligatoirement être suivi d'un ordre de service de démarrage qui précisera la durée totale de l'intervention objet du bon de commande.

8.2 – Contenu du devis

Il est rappelé au préalable que tous les devis sont établis à titre gratuit.

Le devis reprendra les éléments suivants :

- La référence du devis
- Le numéro du présent marché
- La date d'émission du devis
- Le libellé de l'opération
- La localisation de l'opération et le numéro d'inventaire du ou des locaux
- Le nom du chargé d'opérations du site du GHT du Hainaut Cambrésis
- La liste des sous-traitants éventuels
- Eventuellement les délais contractuels d'approvisionnement sur site
- Les délais d'exécution détaillés par phase de travaux si besoin
- Les désignations et les prix figurant au bordereau
- Le récapitulatif du total hors taxe bordereau et hors bordereau

En cas de prix hors bordereau, l'entreprise devra fournir son prix d'achat de fourniture toute remise déduite (y compris remise annuelle) et appliquera le coefficient majorateur (qu'elle aura renseigné sur le BPU) sur prix hors taxes de fourniture. Ce coefficient rémunère les frais généraux, taxes et impôts et assure au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Sur simple demande, le titulaire devra pouvoir justifier sous 8 jours le prix d'achat repris ci-dessus par présentation des factures ou courriers de ses fournisseurs.

Pour la main-d'œuvre, l'entreprise appliquera le taux horaire prévu dans l'acte d'engagement.

Ne pourront pas figurer dans les devis, des prix hors bordereau tel que : essais, mise en service, toutes sujétions d'approvisionnement, ...et d'une manière générale toute prestations réputée nécessaire à la bonne exécution et à la bonne utilisation finale de l'ouvrage livré, ainsi que tout élément ou sujétion réputé prévu dans les pièces du marché (documents administratifs, plans, DOE, ...)

9 - Prix

9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix du marché sont établis :

- * en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels quelle que soit leur intensité pour autant qu'ils ne soient pas constitutifs de force majeure
- * en supposant connues les sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée de travaux attribués sur le même site à des entrepreneurs relevant d'autres corps d'état
- * en supposant connues les contraintes particulières aux travaux réalisés dans les services hospitaliers, tenant en particulier à la nécessaire continuité de fonctionnement du service public.

- * en considérant la gratuité des devis demandés
- * en application de l'ensemble des dispositions prévues dans l'ensemble des pièces du marché.

Aucune indemnité ne sera allouée à l'entrepreneur pour mise en œuvre de matériaux fournis par le Maître de l'Ouvrage lorsque ces matériaux ont été acquis à un prix plus bas que celui justifié au devis.

9.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres pour le présent marché (M0).

La première année, les prix sont fermes et non révisables.

Les prix du bordereau seront révisables à chaque date anniversaire soit à partir de l'année n+1 du marché et feront l'objet d'une réédition et d'une transmission du document bordereau par le titulaire au plus tard 3 mois avant la date anniversaire.

Les prix sont donc toujours fermes sur 1 année complète entre chaque anniversaire qui constitue ainsi une période. Ces prix sont ceux qui figurent sur le bordereau transmis en début de période par le titulaire, validé par la cellule des marchés du CHV.

La révision sera effectuée, pour chaque lot, par application de la formule suivante :

$$PN = P0 * (0.15 + 0.85 * In / I0)$$

Dans laquelle :

PN = prix révisé

Po = prix de base (valeur du prix au mois Mo, cf. article 12.3.A ci-dessus)

In = indice de base (valeur de l'indice au mois N) : TP01

I0 = dernier indice connu à la date anniversaire moins 3 mois et publié au J.O.

Prix de référence

La date qui fait référence pour l'établissement des prix est celle du bon de commande.

Toutefois si l'ordre de service de démarrage dépasse de 3 mois la date du bon de commande, c'est la date de l'ordre de service qui fait référence. Un bon de commande rectificatif devra alors être établi.

Faute de production du document bordereau révisé, c'est le prix du bordereau de la période précédente qui s'applique.

Application de la TVA

Les montants sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces d'ordonnance. Ces montants pourront être rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

Evolution du bordereau

Des lignes du bordereau des prix unitaires pourront être rajoutées ou supprimées par le CHV sur la base d'avenants, selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.

- d : mois de début d'exécution des prestations.

- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).

- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé
TP01	Index général –Tous travaux

9.3 - Répartition des dépenses communes

Aucune répartition des dépenses communes n'est prévue.

9.4 - Offre de prix promotionnels

Les fournitures objet de l'Accord-cadre peuvent, à tout moment, donner lieu à des offres de prix promotionnels à l'initiative du Titulaire dans les conditions définies ci-après.

Une offre de prix promotionnel peut prendre la forme suivante :

- diminution d'un ou plusieurs prix hors taxes des fournitures ;
- augmentation des différentes remises ;
- proposition de remises sur les prix du BPU ;
- diminution ou suppression du coefficient de majoration pour la Corse et autres îles métropolitaines non reliées au continent par le route, le cas échéant ;
- toute proposition du Titulaire permettant d'accroître la performance économique de l'Accord-cadre (ex. : ventes par lot, réduction exceptionnelle, déstockage...) ;
- combinaison d'un ou plusieurs points ci-dessus.

Le Titulaire adresse l'offre de prix promotionnel par voie dématérialisée au Centre Hospitalier de Valenciennes. Il donne toutes précisions utiles et notamment la durée de validité de la promotion, la désignation précise des fournitures concernées et du ou des Bénéficiaires de la promotion.

10 - Garanties Financières

Pour le lot 3 à marchés subséquents, les marchés subséquents supérieurs à 50 000€ HT, une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une caution à la retenue de garantie.

Pas de garantie pour le lots 1 et 2.

11 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

11.1 - Conditions de versement et de remboursement

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire dans les conditions suivantes :

- pour un accord-cadre à bons de commande avec minimum, lorsque le montant minimum est supérieur à 50.000 euro HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois ;
- pour un accord-cadre à bons de commande sans minimum, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 euro HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois ;

- pour un accord-cadre à marchés subséquents, pour chaque marché subséquent d'un montant supérieur à 50.000 euro HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

11.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

12 - Modalités de règlement des comptes

12.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la variation de prix afférente au solde.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant de cette variation de prix au plus tard dix jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

12.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

12.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

12.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

12.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

13 - Développement durable

Dans le cadre de sa politique d'achats, les Hôpitaux Hainaut-Cambrésis ont pour objectif d'intégrer, autant que possible, les objectifs de développement durable dans ses marchés, afin d'encourager un achat public plus responsable.

Les établissements membres restent donc sensibles aux engagements et dispositions mises en œuvre par les candidats dans le domaine du développement durable, notamment sous l'aspect environnemental.

Le titulaire veillera notamment à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, sécurité et santé des personnes.

14 - Réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux propres à chaque lot dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

16 - Pénalités

Par dérogation à l'article 19 CCAG Travaux, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

En dérogation à l'article 20 du CCAG Travaux, le présent CCAP fixe les pénalités et modalités suivantes :

A - RETARD D'EXECUTION DES TRAVAUX et ACHEVEMENT

Les dispositions suivantes sont appliquées en cas de retard dans l'exécution et achèvement des travaux mesuré par rapport au calendrier fixé soit dans le calendrier détaillé d'exécution (pièce contractuelle du marché) ou les OS qui suivent, soit dans le cadre de la période de préparation.

Dans le cas où l'entrepreneur se verrait retardé dans l'exécution de son ordre de service par un autre corps d'état ou toute autre cause extérieure à son entreprise, il doit signaler au Maître d'Ouvrage dans les cinq jours calendaires et par écrit, les raisons et l'importance de ce retard. Passé ce délai il n'est plus fondé à élever des réclamations et les pénalités de retard lui sont entièrement applicables.

Montant de la pénalité pour ce poste : 1/100 du montant total en € HT du marché par jour calendaire de retard

B - RETARD DANS LA REMISE DE DOCUMENTS APRES EXECUTION (DOE)

Montant de la pénalité pour ce poste : 150 (cent cinquante) € HT par jour calendaire de retard

C - ABSENCE DE L'ENTREPRENEUR AUX CONVOCATIONS ET REUNIONS DE CHANTIER

Montant de la pénalité pour ce poste : 150 (cent cinquante) € HT par absence.

D - RETARD DANS LA REMISE DES DEVIS

Montant de la pénalité pour ce poste : 150 (cent cinquante) € HT par jour calendaire de retard.

La date de retard compte à partir de la demande écrite émanant du maître d'ouvrage soit par mail, soit par le compte-rendu de chantier soit par courrier.

E - RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS D'EXECUTION

Ce poste concerne également les plans de prévention, PPSPS, fiche de travaux hygiène et échantillons.

Montant de la pénalité pour ce poste : 150 (cent cinquante) € HT par jour calendaire de retard

A noter que la pénalité pour ce poste peut se cumuler avec celle du poste A même si le retard dans l'exécution des travaux est directement lié au retard de transmission du document incriminé.

La date de retard compte à partir de la demande écrite émanant du maître d'ouvrage soit par mail, soit par le compte-rendu de chantier soit par courrier.

F - NON-RESPECT DE LA REMISE EN ETAT DES LIEUX

A la fin des travaux (date de réception du chantier), l'entrepreneur dispose de 5 jours pour procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements, des installations détériorées, à l'enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi qui auront été occupés par le chantier.

En cas de non-respect, la prestation de nettoyage sera effectuée aux frais du (des) intervenant(s).

G - NON-RESPECT DES REGLES D'HYGIENE OU DE SECURITE

Montant de la pénalité pour ce poste : 150 (cent cinquante) € HT par infraction constatée.

H - MODALITES D'APPLICATION DES PENALITES

Toutes pénalités s'appliquent par marché.

Toutes les pénalités sont cumulables.

Les pénalités applicables seront notifiées par lettre recommandée avec accusé de réception après une mise en demeure et seront déduites du décompte général définitif.

Aucune exonération n'est prévue.

Pour les lots conclus sur la base de l'accord-cadre à marchés subséquents, les lettres de consultation des marchés subséquents pourront, en fonction des opérations à réaliser, prévoir des pénalités supplémentaires ou plus contraignantes.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

Le pouvoir adjudicateur renonce à la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En plus des dispositions prévues à l'article 46.3 du CCAG Travaux, la résiliation peut être prononcée pour faute du titulaire dans le cas de non production des devis demandés, pour l'accord-cadre à bons de commande.

Dans ce cas, la résiliation aura lieu conformément aux dispositions prévues au § 46.3.2 du CCAG Travaux.

18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce,

le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18.4 – Frais et risques/défaillance du titulaire

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer l'exécution aux frais et risques lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui ne peut souffrir d'aucun retard.

Ainsi, en cas d'inertie, de manquements ou de mauvaise foi du cocontractant, de départ prématuré du chantier ou encore lorsque ce dernier ne termine pas la prestation, pourra être enclenché la procédure d'exécution aux frais et risques.

Sera procédé, pour assurer la poursuite des travaux par un tiers, à la constatation des travaux exécutés et des approvisionnements existants, à l'inventaire descriptif du matériel du titulaire défaillant et à la remise à celui-ci du matériel non utile à l'achèvement des travaux (article 52.3 du CCAG-Travaux).

L'augmentation des dépenses qui en résulte est à la charge du titulaire.

L'exécution aux frais et risques du titulaire défaillant pourra être également être déclenchée à la suite de la résiliation du marché

19 - Clause de réexamen

Le pouvoir adjudicateur peut modifier le marché en ajoutant des prestations supplémentaires dans les conditions des articles R2194-2 à R2194-4 du Code de la Commande Publique.

Selon l'article L-6. 4° du Code de la Commande Publique, l'autorité contractante peut modifier unilatéralement le contrat dans les conditions prévues par le présent code, sans en bouleverser l'équilibre. Le cocontractant n'a pas droit à une indemnisation.

- Ajout / Sortie d'un établissement :

Le Centre hospitalier de Valenciennes, établissement support du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC), agit en tant que pouvoir adjudicateur du groupement. Celui-ci comprend 10 établissements (Centres hospitaliers d'Avesnes-sur-Helpe, de Denain, de Felleries-Liessies, de Fourmies, d'Hautmont, de Jeumont, de Le Quesnoy, de Maubeuge, de Saint-Amand-les-Eaux et de Valenciennes).

Les établissements ne faisant pas partie du groupement de commande du présent marché ou n'ayant pas adhéré à tous les lots mais appartenant au groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC), sont susceptibles de bénéficier du présent marché. Le pouvoir adjudicateur, le Centre hospitalier de Valenciennes, en qualité d'établissement support du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC), informera le titulaire de son intention de mettre en œuvre cette clause au moins 4 semaines avant le début d'exécution souhaité du marché du nouvel établissement adhérent.

À l'inverse, les établissements faisant partie du groupement de commande, soit dès le lancement de la procédure, soit par le biais de la clause de réexamen ci-dessus, ont la possibilité de sortir du groupement. Cette clause peut être mise en œuvre par le biais d'une décision unilatérale notifiée au titulaire qui fixe la date effective de sortie.

La sortie d'un établissement du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC) ne donne droit à aucune compensation financière, tout comme elle n'entraîne pas la résiliation du marché. Le nombre minimal d'établissements présents ne peut être inférieur à un. Les bons de commande émis (le cas échéant) avant la notification de ce retrait doivent être exécutés dans les conditions habituelles du marché.

Le marché peut être transféré, par avenant, à un membre du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC) bénéficiant du marché, qui devient alors pourvoir adjudicateur, en lieu et place du Centre hospitalier de Valenciennes.

- Clause évolutions technologiques et réglementaires

Les parties peuvent faire évoluer le contenu des fournitures proposées en vue de les remplacer ou de les compléter par des fournitures de performances équivalentes ou supérieures à celles proposées initialement.

Ainsi, en cas d'évolution technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation en cours d'exécution de l'Accord-cadre, le Titulaire a la possibilité, après accord du Centre Hospitalier de Valenciennes, de modifier ou remplacer les fournitures faisant l'objet de l'Accord-cadre par des prestations jugées au moins équivalentes, plus performantes ou plus adaptées aux besoins, et si possible sans supplément de prix.

Aux termes du présent article, « évolution technologique » et « changement de technique » incluent les nouvelles méthodes ou nouveaux outils similaires ou substituables à ceux définis dans le marché et l'Offre.

Au sens du présent article, « modification de la réglementation » signifie un changement de normes et de réglementation désignant toute création, modification ou abrogation d'un texte de nature législative, réglementaire (en ce compris doctrine de l'administration fiscale au sens de l'article L80 A du Livre des procédures fiscales) ou jurisprudentielle nationale et européenne, y compris en matière fiscale et comptable, tout changement d'interprétation des administrations compétentes ou, toute modification de norme ayant une incidence sur le Marché, incluant toute norme ou décision adoptée par l'État ou toute collectivité publique, ou toute norme ou décision applicable de l'Union européenne entrée en vigueur après la notification de l'Accord-cadre.

Dès lors, lorsqu'une proposition d'évolution des prestations objet de l'Accord-cadre est à l'initiative du Titulaire, celui-ci fournit au Centre Hospitalier de Valenciennes un dossier permettant d'apprécier, d'une part, les performances techniques et les impacts financiers, d'autre part la conformité à l'objet initial du marché. Ce dossier est transmis au Centre Hospitalier de Valenciennes par tout moyen permettant d'en donner date certaine.

Le dossier fourni par le Titulaire à l'appui de sa demande comprend :

- les références et caractéristiques des fournitures qu'il souhaite remplacer, modifier ou compléter ;
- les références et caractéristiques des fournitures nouvelles ;
- les motifs de la demande (innovation technologique, changement de technique, modification de la réglementation...);
- un tableau comparatif précisant en quoi les fournitures nouvelles sont au moins équivalentes, plus performantes ou plus adaptées aux besoins que les prestations actuelles;
- le prix fixé pour la nouvelle référence, lequel ne peut excéder le barème des prix unitaires du Titulaire applicable à l'ensemble de sa clientèle (« prix publics »).

Le présent article peut être également mis en œuvre à la demande du Centre Hospitalier de Valenciennes, à la suite de demandes particulières des Bénéficiaires pris dans leur diversité.

Si un prix équivalent ou similaire ne peut être maintenu, le Titulaire communique au Pouvoir Adjudicateur tous les motifs lui permettant d'apprécier si une augmentation de prix est justifiée au regard des modifications proposées.

S'il y a refus du Centre Hospitalier de Valenciennes de modifier les prestations objet de l'accord-cadre, si le Titulaire n'est plus en mesure de fournir des prestations conformes, le Centre Hospitalier de Valenciennes se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité,

Les prestations citées supra et toute autre prestation en lien avec l'objet de l'accord-cadre et dont les besoins par les Bénéficiaires sont avérés, peuvent aussi être ajoutées au contrat dans les conditions exposées ci-dessus.

Lorsqu'une demande de modification est à l'initiative du Centre Hospitalier de Valenciennes, celle-ci fait l'objet d'une présentation au Titulaire. Si le Titulaire n'est pas en mesure de satisfaire la demande d'évolution à l'initiative du Centre

Hospitalier de Valenciennes, celui-ci se réserve le droit de résilier l'accord-cadre pour faute, dans les conditions du CCAG applicable à l'accord-cadre.

L'ensemble des modifications évoquées au présent article est formalisé par avenant ne pouvant donner lieu à une augmentation de plus de 20 % du maximum prévu à l'accord-cadre.

Clause en cas de changement de références d'une ligne de BPU:

En cas de modification d'une référence liée à un changement de code du produit, en cas de substitution de référence ou en cas d'évolution du produit lié à un changement de conditionnement ou d'emballage, le titulaire de l'accord-cadre doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur et transmettre la fiche technique de la nouvelle référence.

Après vérification du pouvoir adjudicateur que la nouvelle référence ne modifie pas les caractéristiques techniques principales du produit et que le changement n'a pas d'impact sur le prix, un certificat administratif est établi par le pouvoir adjudicateur.

Clause en cas de produit de substitution :

En cas de rupture d'approvisionnement d'un produit de l'accord-cadre, et quelle qu'en soit la cause (arrêt de commercialisation, fabrication, distribution, rupture de stocks, évolution de la réglementation, contingentement), le titulaire en informe par écrit le pouvoir adjudicateur sans délai en indiquant les motifs de la rupture d'approvisionnement et la durée prévisionnelle de rupture.

Le pouvoir adjudicateur accepte la présentation d'un produit de substitution pour palier à cette rupture, à la condition que cette rupture relève d'un événement extérieur au marché que le titulaire ne pouvait raisonnablement pas prévoir au moment du dépôt de son offre.

Le titulaire propose alors un produit de substitution, accompagné de la fiche technique du produit. Le produit de substitution doit respecter les mêmes caractéristiques techniques que les produits retenus initialement au marché. Le prix du produit de remplacement palliant la rupture d'approvisionnement ne pourra être supérieur au prix du produit initialement retenu.

Après vérification du pouvoir adjudicateur que le produit de substitution ne modifie pas les caractéristiques techniques principales du produit, un certificat administratif est établi par le pouvoir adjudicateur.

A l'inverse, si le pouvoir adjudicateur n'a pas donné son accord préalable à la réception d'un produit de substitution, celui-ci pour refuser la marchandise et sera repris aux frais du titulaire.

Dans le cas où aucun produit de substitution ne peut être proposé, il pourra être fait application de l'article 45 du CCAG-FCS relatif à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

20 – Respect des droits de l'homme

Le pouvoir adjudicateur rappelle que le titulaire du marché veille au respect des droits de l'humain et aux obligations qui en découlent et favorise la qualité de vie au travail. Par conséquent, le titulaire respecte le code du travail du pays où ils se trouvent et les règles internationales fixées par le Bureau International du Travail relatives à son secteur d'activité.

De plus le titulaire mettra en œuvre les actions correctrices, les améliorations ou les actions préventives visant à remédier aux atteintes et aux risques d'atteinte aux droits de l'Homme au travail identifiés durant l'exécution du marché. Ces actions visent les activités de l'entreprise et de sa chaîne de fournisseurs et sous-traitants.

21 – Clause de non-exclusivité

Dans le cadre d'opérations de travaux dont le montant global estimé est supérieur à 30 000€ HT (tout corps d'état), le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de passer par une autre procédure de mise en concurrence pour la réalisation de ces travaux.

22 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

23 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG – Travaux
- L'article 5 du CCAP déroge aux articles 2 et 3.7.1 du CCAG - Travaux
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG - Travaux
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 41.6 du CCAG - Travaux